



LE DEVOIR

Vol. CIII N° 189

LE DEVOIR, LE MARDI 21 AOÛT 2012

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

FACE-À-FACE À TVA

Rude affrontement Charest-Marois

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
ANTOINE ROBITAILLE
ROBERT DUTRISAC



Jean Charest et Pauline Marois

C'est un Jean Charest jouant son va-tout qui s'est présenté au premier face-à-face avec Pauline Marois, hier soir, lui imputant la responsabilité de la perte de prestige des politiciens québécois. Pas question de recevoir des leçons d'intégrité de M. Charest, a répondu M^{me} Marois.

Le chef libéral s'en est aussi pris à l'option souverainiste de Pauline Marois, l'accusant de

«jouer au casino» avec la possibilité de référendum.

Le premier face-à-face organisé par TVA s'est ouvert sur une solide empoignade entre Pauline Marois et Jean Charest autour du thème de la gouvernance, où les questions de cor-

ruption ont été abordées de front. Très combatif, voire agressif, M. Charest a lancé autant de coups, sinon plus, qu'il en a reçu dans cette ouverture.

La formule était conçue pour favoriser les échanges — les deux chefs assis face à face autour d'une table —, le rôle de l'animateur Pierre Bruneau se limitant à poser une question d'ouverture et une relance à mi-chemin du segment de 15 minutes. Les échanges furent pour le moins vigoureux, parfois cacophoniques.

Le quatrième thème consacré à la «question nationale et l'iden-

tité» n'a pas fait exception. Ce segment du débat a été marqué par des échanges musclés sur la question du référendum. Lorsque l'animateur Pierre Bruneau lui a demandé s'il y aurait un référendum si elle devenait première ministre, M^{me} Marois a répondu qu'elle n'en déclencherait un qu'une fois qu'elle aurait l'«assurance de le gagner». Cela a conduit M. Charest à l'accuser de manquer de franchise à l'égard des Québécois. À ses yeux, M^{me} Marois ferait planer une «épée de Damoclès» (sic) au-dessus de leur tête. Durcissant son attaque, il lui a reproché de

«jouer au casino» sur l'avenir du Québec.

Les deux politiciens se sont affrontés sur la question linguistique. Le chef libéral a affirmé que le français «continue à avancer» au Québec. M^{me} Marois a fait remarquer que les francophones ne pouvaient plus se faire servir en français dans certains commerces de Montréal. Elle a recommandé à M. Charest de se promener un peu au centre-ville.

Attaquant tous azimuts, M. Charest a aussi qualifié de

VOIR PAGE A 8 : CHAREST

Le vieux couple



MICHEL DAVID

Pauline Marois et Jean Charest sont comme un vieux couple aigri, condamné à cohabiter, qui ressasse les mêmes chicanes depuis des années. Chacun connaît les points faibles de l'autre et prend un plaisir mauvais à retourner le fer dans la plaie.

Hier, il a suffi que l'animateur Pierre Bruneau prononce le mot «corruption» pour que les deux chefs commencent instantanément à se crêper le chignon avec encore plus de hargne qu'ils ne l'ont fait quotidiennement à l'Assemblée nationale au cours des trois dernières années.

C'était à celui qui sortirait le plus de squelettes du placard de l'autre: les permis de garderie de Tony Tomassi, le rapport Moisan, le petit déjeuner de Line Beauchamp avec un mafioso, la nièce mineure de M^{me} Marois qui a versé 2500\$ à sa campagne au leadership, etc. À ce jeu, c'est M. Charest qui est gagnant. Si tout le monde est pourri, pourquoi le lui reprocherait-on? Désolant.

C'est François Legault qui devait s'esclaffer devant sa télévision. Bien des Québécois ont dû se dire que le chef de la CAQ avait bien raison: il faut que ça change.

La discussion sur la crise étudiante, qui avait été escamotée lors du débat à quatre de dimanche, a été l'occasion d'une autre pluie d'accusations mutuelles d'irresponsabilité sans apporter d'élément neuf. Au moment où les étudiants retournent tranquillement dans leurs salles de cours, il était quand même un peu surréaliste de voir M. Charest s'empourprer en accusant la chef péquiste d'avoir encouragé l'intimidation et la violence.

Quand le dossier de la santé a été abordé, on attendait simplement le moment où M. Charest en arriverait à parler des mises à la retraite de 1997 comme la source de tous les maux qui affligent le réseau. Il fait la même chose à chaque débat. Après combien d'années de pouvoir un gouvernement peut-il être tenu responsable de l'échec de ses propres politiques?

Pour tous les chefs libéraux depuis 40 ans, c'est une figure imposée d'évoquer «l'épée de Damoclès» que constitue la possibilité d'un autre référendum, mais, à entendre les circonlocutions de M^{me} Marois, il faut presque être paranoïaque pour s'en effrayer réellement. Il faut reconnaître que le

VOIR PAGE A 8 : COUPLE



Lire aussi L'éditorial de Josée Boileau: Les absents. Page A 6

Les réactions de Charest et de Marois au premier face-à-face télévisé. Page A 3

Un sondage donne Djemila Benhabib en avance dans Trois-Rivières. Page A 2

Les médecins préviennent la CAQ: qui sème le vent récolte la tempête. Page A 3

LE POIDS D'UNE VOIX



30 électeurs pour raconter la démocratie, un projet de l'ONF avec *Le Devoir*

Aujourd'hui
Marielle, 31 ans, de Sainte-Rose-du-Nord, graphiste



www.ledevoir.com/30electeurs

AUJOURD'HUI



Cinéma Martine Chartrand entre jazz et ballade. Son court-métrage *MacPherson* sera présenté en ouverture du FFM. Page B 8

Sports Le club de golf Augusta National accueille ses premières femmes membres après 80 ans. Page B 6

Actualités Légionellose: la Ville de Québec pousse son enquête plus loin Page A 4



Avis légaux..... B 4
Décès..... B 6
Météo..... B 2
Mots croisés..... B 8
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 5

MONTRÉAL VU PAR MIMMO JODICE



Mimmo Jodice, *Montréal. Biosphère de l'île Sainte-Hélène*, 2012. Avec l'autorisation de la galerie Karsten Greve à Cologne et à Paris. «Le plus important, c'est de rendre mes images intemporelles, métaphysiques, surréelles.»

Une ville hors du temps

Le photographe italien Mimmo Jodice a croqué les icônes de la métropole; ses clichés seront exposés au Musée McCord en octobre

FRÉDÉRIQUE DOYON

Pas de doute, c'est la Biosphère. Quoique l'icône d'Expo 67 se drapait d'un léger mystère. C'est Montréal vu par le photographe italien Mimmo Jodice, venu immortaliser la métropole au printemps dernier. *Le Devoir* l'a rencontré entre deux séances de repérage et a obtenu quelques images conçues exclusivement pour l'exposition *Villes sublimes* du Musée McCord, à venir en octobre.

Le pont Jacques-Cartier, le Vieux-Montréal et ses silos, le métro, la Place Ville-Marie: Mimmo Jodice ne craint pas les clichés, il les traque et y pose son Hasselblad, affûté par des décennies de pratique. Peu connu ici, il a participé à l'essor de la photographie contemporaine italienne, dès les années 1960, période plus expérimentale qui a depuis cédé le pas au regard du sage. Il jouit d'une consécration internationale ces dernières années, depuis que la Maison européenne de la photographie à Paris a présenté une rétrospective de son œuvre en 2010.

«Je photographie des lieux emblématiques de la ville pour que les gens la reconnaissent tout de suite», explique en entrevue l'élégant septuagé-



GÉRARD RANCINAN

Mimmo Jodice

naire. «C'est toujours un défi d'arriver dans une nouvelle ville, d'identifier des symboles et de les faire coïncider avec ma vision. Je crée des images d'une ville que je ne connais pas encore.»

Aussitôt reconnus, ces lieux «carte postale» se chargent curieusement d'étrangeté. L'image si souvent croquée, vue et rejouée apparaît soudain différente, hors du temps et de l'espace. L'artiste passé maître du noir et blanc aime cultiver cette

VOIR PAGE A 8 : JODICE

Le changement serait source d'instabilité et de confrontation, selon Jean Charest

MÉLANIE MARQUIS
à La Prairie

Le chef libéral, Jean Charest, conseille aux Québécois de bien réfléchir avant de céder trop rapidement à leur soif de changement. Il a tenu des propos particulièrement cinglants à l'endroit de son rival caquiste, lundi, l'accusant de « se foutre » de l'opinion des citoyens.

Fidèle à son discours depuis le début de la campagne, M. Charest a répété que son parti proposait la stabilité économique, comparativement à ses adversaires qui, eux, entraîneraient instabilité et affrontements.

« Le changement, c'est quoi ? Ça va être M^{me} Marois, la rue qui va gouverner et des référendums ? C'est ça que les Québécois veulent ? Et du côté de M. Legault, un homme qui n'est pas fiable, qui change d'idée comme il change de chemise et qui a des solutions simplistes à des problèmes qui sont réels ? »

Engagé dans une lutte à trois très serrée avec Pauline Marois et François Legault, le chef libéral a tenu à assurer qu'il se plierait à la volonté des Québécois si ces derniers

élevaient un gouvernement libéral minoritaire dans deux semaines.

« Le résultat du vote le 4 septembre, nous allons l'accepter et on va composer avec le choix que feront les Québécois. Nous allons le respecter. Contrairement à M. Legault, hier [dimanche], qui était le seul à dire : « Non, moi je me fous de ce que les Québécois vont décider, on va retourner en élections », a-t-il lancé après avoir chanté les louanges de son équipe économique.

Tout cela parce que le chef de la Coalition avenir Québec a essentiellement décidé de revenir dans l'arène politique par opportunisme, a insinué le premier ministre sortant lors d'un point de presse à La Prairie, en banlieue de Montréal.

« Pour qui il va faire ça, retourner en élections ? Pour lui », a-t-il lancé.

Hier, le chef libéral a fait une autre annonce à caractère économique.

S'il est réélu, le gouvernement libéral s'engage à injecter 750 millions sur cinq ans afin de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) manufacturières québécoises.

La Presse canadienne



GRAHAM HUGHES LA PRESSE CANADIENNE

Le chef libéral Jean Charest, photographié hier lors d'une visite d'entreprise à La Prairie, a promis une enveloppe de 2 milliards sur dix ans, financée par le public et le privé, pour favoriser l'innovation en milieu entrepreneurial.

Qui sème le vent récolte la tempête, préviennent les médecins

La résistance au changement n'inquiète pas François Legault

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

à Repentigny et Saint-Eustache

Un choc est à prévoir entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) et la Coalition avenir Québec (CAQ) si celle-ci est portée au pouvoir. La volonté de la CAQ de François Legault d'augmenter le nombre de patients suivis par chaque médecin ne passe pas auprès des premiers concernés, qui préviennent qu'il y aura des turbulences.

« Les résistances vont être beaucoup plus que minimales si on nous met un fusil sur la tempe et qu'on applique des règles mathématiques qui ne tiennent pas compte de la réalité de la pratique des médecins de famille », a lancé hier en entrevue le président Louis Godin. Il réagissait à une déclaration faite plus tôt dans la journée par M. Legault et son candidat Gaétan Barrette.

De passage dans la couronne nord de Montréal — une région potentiellement fertile pour la CAQ — avec son « trio santé » de candidats mené par le docteur Gaétan Barrette, M. Legault a indiqué ne pas craindre de résistance au sein du milieu de la santé face aux changements qu'il propose. « Je ne pense pas en santé, au contraire de certains syndicats qui vont perdre des cotisations [Hydro-Québec] ou des commissaires scolaires. »

Pris à partie dimanche soir lors du débat des chefs sur sa promesse de garantir un médecin de famille par Québécois d'ici un an, M. Legault a réitéré qu'il ne s'agit pas là de « pensée magique », comme ses adversaires le pensent. « Nous avons 8000 médecins de famille au Québec. Si chacun prend 1000 patients [cible souhaitée par la CAQ pour un médecin qui consacre 40 % de sa pratique au milieu hospitalier], ça fait 8 millions de Québécois » desservis, a-t-il dit. Pour un médecin de famille qui ne travaille pas à l'hôpital, la CAQ exigerait 1500 à 1600 patients.

Quelques minutes plus tôt, Gaétan Barrette avait répété qu'il suffirait d'offrir aux omni-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, et son candidat vedette Gaétan Barrette (à gauche), accompagnés d'un pharmacien, ont maintenu hier qu'ils ont la solution pour que chaque Québécois ait son médecin de famille.

praticiens ce qu'ils réclament en terme de ressources pour que l'État puisse exiger plus de productivité de ses médecins. « Il faut avoir une relation pragmatique, dit-il. C'est normal que l'on réponde aux demandes des médecins de famille [plus d'infirmières, des délais de consultations plus courts avec les spécialistes, etc.]. Et c'est normal, en échange, que le gouvernement s'attende à un certain volume. »

M. Barrette dit que « le milieu sait qu'on est rendu là et que la population ne tolérera plus de ne pas avoir de services pour les impôts qu'elle paie ».

Lui non plus ne craint pas de blocage. « Il y aura une résistance minimale, prévoit-il. On ne demandera pas d'en faire plus sans donner les moyens de le faire. On n'est pas agressifs à ce point-là. Les médecins savent qu'il y aura un retour. »

Confrontation

La FMOQ estime toutefois hautement irréalistes les promesses de la CAQ en matière de médecine familiale. « On ne peut pas baser une politique sur un calcul mathématique, dit le président Godin. Il y a beaucoup de facteurs à prendre en compte dans la réalité. Un médecin qui fait 150 accouche-

ments par année, quelqu'un qui fait deux « chiffres » de nuit par semaine à l'hôpital, quelqu'un qui fait de la santé mentale ne pourra pas prendre 1000 patients. Ça dépend du lieu de pratique, du type de clientèle. C'est ça, la réalité. »

La FMOQ prévient ainsi qu'il y aura un choc si la CAQ est élue et qu'elle applique à la lettre le plan Legault-Barrette. « Ce n'est pas acceptable, et ce n'est pas une question syndicale. C'est une question de médecins et de pratique », dit M. Godin. « La coercition ne marchera pas. »

Le Devoir

PLQ ou CAQ? Bob Rae évite de se prononcer.

MARIE VASTEL

correspondante parlementaire
à Ottawa

Le chef libéral fédéral, Bob Rae, veut la victoire d'un parti fédéraliste le 4 septembre prochain. Mais il ne précise pas lequel.

Questionné à son tour, lundi, quant à l'issue du scrutin provincial qui en est à la mi-course, M. Rae a martelé qu'il s'était battu pour l'unité canadienne toute sa carrière. « Je suis un ardent fédéraliste et j'espère que les gens qui appuient notre parti sur le plan national, et les Québécois qui

se préoccupent de l'avenir de notre pays vont appuyer un parti politique qui est fermement engagé envers le fédéralisme, l'unité du pays et l'avenir du pays », a insisté le chef intérimaire du Parti libéral du Canada (PLC).

M. Rae a cependant refusé de préciser laquelle des formations fédéralistes qui s'affrontent dans cette lutte électorale — le Parti libéral du Québec ou la Coalition avenir Québec — il souhaitait voir au pouvoir. « J'ai des bons amis dans les deux partis », a-t-il rétorqué.

Le Devoir

Un sondage donne Djemila Benhabib en avance dans Trois-Rivières

JESSICA NADEAU

La candidate péquiste Djemila Benhabib, qui a été au centre d'une controverse entourant le crucifix à l'Assemblée nationale la semaine dernière, a pris les devants dans la circonscription de Trois-Rivières.

Un sondage Segma Le Nouvelliste/Info NRJ-Rouge FM, réalisé du 16 au 18 août, soit quelques jours à peine après la polémique, montre qu'elle est en tête de peloton et qu'elle pourrait faire basculer la circonscription au bleu.

Djemila Benhabib récolte 36 % des intentions de vote, contre 30 % pour la députée libérale sortante, Danielle St-Amand, et 18 % pour le caquiste Andrew D'Amours.

« Je ne suis pas surprise du résultat du sondage, a soutenu Djemila Benhabib lors d'un entretien téléphonique. Cela confirme ce que je vois tous les jours sur le terrain, c'est-à-dire une grande ouverture d'esprit et une réceptivité envers le Parti québécois et envers ma candidature plus particulièrement. »

Si elle est consciente que la tempête médiatique de la semaine dernière lui a donné une bonne visibilité, Djemila Benhabib est néanmoins convaincue que l'escarmouche avec le maire de Saguenay n'a pas eu d'effet sur les sondages.

« Je n'ai pas le sentiment que cela a joué. Les gens ont confiance en mon parcours et en mon cheminement. Je crois en leur intelligence et je suis convaincue qu'ils sont capables de faire la part des choses. »

Elle affirme d'ailleurs faire des blagues sur le sujet avec les électeurs qui lui demandent, pour la taquiner dit-elle, de prononcer son nom.

« Il n'y a pas de lourdeur. Au contraire, il y a un certain climat de légèreté. C'est comme cela qu'il faut le prendre, en évitant de mettre de l'huile sur le feu. Ça fait du bien de voir que les électeurs ne cèdent pas à la bêtise. On rit beaucoup et je joue le jeu aussi. »

Le sondage révèle que les appuis péquistes res-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Djemila Benhabib semble ne pas avoir souffert de la polémique initiée par le maire de Saguenay.

tent néanmoins fragiles puisque 53 % des électeurs qui soutiennent Djemila Benhabib n'ont pas fait un choix définitif. Sa plus proche rivale, elle, détient l'appui définitif de 61 % de ses électeurs.

La candidate péquiste sait très bien que tout peut basculer rapidement, se disant « très consciente que rien n'est acquis ». Aux dernières élections, la libérale n'avait gagné que par 960 voix. C'est pourquoi Djemila Benhabib dit travailler de façon acharnée dans sa circonscription. « Un sondage, c'est un sondage. C'est un indicateur. Mais pour nous, cela n'a rien changé. On continue de travailler, travailler et travailler. »

Elle affirme qu'elle avait deux défis à relever, le premier étant de se faire connaître, ce qui semble être chose faite, et le deuxième, de connaître les enjeux de la région.

Trois-Rivières est considérée comme une région baromètre. En 2003, les Trifluviens ont voté libéral puis, en 2007, ils se sont laissés porter par la vague adéquate avant de revenir aux libéraux en 2008. La dernière fois que Trois-Rivières a voté pour le PQ, c'était en 1998.

Le Devoir

ÉLECTIONS QUÉBEC
2012



Comparateur
de programmes

PRENEZ UNE DÉCISION ÉCLAIRÉE À L'AIDE DE NOTRE
COMPARATEUR DE PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES.

- 1 Comparer les programmes sur 10 thèmes importants.
- 2 Choisissez les partis à comparer.
- 3 Sélectionnez les points de vue que vous approuvez.
- 4 Un tableau de bord recense vos résultats.

elections.ledevoir.com

Réalisé en collaboration avec :

LE DEVOIR
Libre de penser

ADVISO
conseil en stratégie Internet

QUÉBEC 2012



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« M^{me} Marois semble déterminée à mettre une épée de Damoclès sur la tête du Québec alors qu'on vit une période d'instabilité économique »



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« Ça existe M. Tomassi, ça existe M. Whissell, ça existe une ministre qui est allée manger avec la mafia. Je ne l'ai pas inventé. »

Le choc de visions totalement différentes

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La joute a été féroce, les arguments contrastés, les protagonistes souvent vindicatifs : Jean Charest estime que le face-à-face de lundi soir a permis de relever des différences fondamentales entre ses propositions et celles de M^{me} Marois, dont l'élection créerait selon lui une grande incertitude au Québec.

« Je relève que sur le référendum, M^{me} Marois semble déterminée à mettre une épée de Damoclès sur la tête du Québec alors qu'on vit une période d'instabilité économique », a lancé le chef libéral après le débat d'une heure. « Elle est prête à faire l'économie du droit des étudiants à avoir accès à leur salle de cours. Pour moi, comme premier ministre, c'est inacceptable. »

Si Pauline Marois l'a trouvé « très agressif » durant le débat, Jean Charest estime que la chef péquiste ne l'a « pas fait fâcher plus que d'habitude ». « C'était un face-à-face, évidem-

ment qu'il y a des sujets sur lesquels on a des opinions, des convictions, des avis profondément différents. Ce sont deux visions totalement différentes » qui s'affrontaient, a expliqué M. Charest.

Selon lui, les choix proposés aux Québécois sont ceux de « l'économie et de l'emploi » pour les libéraux, ou la « rue, les référendums, pas de plan en économie et en emplois » pour les péquistes.

Sur le thème de la corruption — segment dans lequel il est apparu très combatif —, M. Charest dit « assumer totalement ses responsabilités ». « Nous les avons assumées en posant des gestes, contrairement au gouvernement péquiste. Là où le PQ avait fermé les yeux, on a bougé dès qu'on a pu le faire. »

« Nous avons été l'objet de toutes sortes d'accusations non fondées, a-t-il répété. C'est malheureux que M^{me} Marois ait choisi de pratiquer la politique comme ça, parce que toute la classe politique en a subi les conséquences. »

Le premier ministre sortant

estime ainsi être « la personne qui en aura fait le plus » dans ce dossier. Et sa part de responsabilité personnelle, c'est « celle du premier ministre qui est jugé pas seulement en fonction des discours, mais aussi des gestes ».

Les allusions au rapport Moisan ou à l'affaire Marton (qui impliquait Tony Accurso et un collecteur de fonds du Parti québécois) visaient d'après M. Charest à « rappeler que M^{me} Marois savait et n'a pas bougé ». Et lorsqu'un journaliste lui a demandé si la commission Charbonneau avait été mise sur pied simplement sur la base du rapport Moisan (parce que M. Charest n'a reconnu aucun manquement sur des questions de gouvernance dans le débat de lundi), le chef libéral a répliqué que la « commission est parfaitement autonome : elle peut faire ce qu'elle veut ». Mais « c'est un problème qui existait avant qu'on soit au gouvernement », a-t-il toutefois ajouté.

Le Devoir

JESSICA NADEAU

Pauline Marois se dit « satisfaite » de son débat avec Jean Charest, ayant rempli son objectif de communiquer ses intentions à la population.

« J'ai eu l'occasion d'expliquer un peu plus concrètement quelles étaient les politiques que je voulais proposer à la population québécoise et quelle sorte de gouvernement j'allais leur offrir », a-t-elle soutenu en point de presse à la suite du duel.

Elle avoue qu'elle a peut-être donné l'impression d'avoir été déstabilisée par le rapport Moisan, utilisé par son adversaire pour le deuxième soir de suite, mais soutient qu'elle ne l'était pas. Selon elle, Jean Charest a voulu faire « une très grosse affaire » d'un cas survenu en 1996 et pour lequel « des gens ont été sanctionnés ».

Selon elle, le problème, c'est Jean Charest qui l'a. « Ça existe M. Tomassi, ça existe M. Whissell, ça existe une ministre qui est allée manger avec la mafia. Je ne l'ai pas inventé. »

Elle nie avoir été un peu plus sur la défensive en ce deuxième jour de débat, affirmant être plutôt passée volontairement en mode attaque. « J'ai trouvé, par contre, que M. Charest était très agressif », a-t-elle souligné.

Elle se dit heureuse d'avoir pu réaffirmer sa souveraineté et son intention de faire la souveraineté du Québec, malgré le fait que tant Jean Charest que l'animateur Pierre Bruneau ont tenté en vain de lui faire préciser si oui ou non elle tiendrait un référendum dans un premier mandat.

Selon elle, le fait qu'elle n'ait pas de cadre référendaire clair ne fera pas peur aux Québécois. « C'est sûr que je suis souverainiste, c'est sûr que je souhaite qu'on fasse la souveraineté, et le moyen le plus démocratique pour faire cela, c'est un référendum. Ça ne se fera pas par surprise, on va avoir le temps d'y réfléchir, on aura le temps de l'analyser, mais moi, je veux me garder la possibilité de le faire et je crois qu'on devrait le faire le

plus rapidement possible. »

Elle rappelle que l'élection du 4 septembre n'est pas un référendum, mais bien un choix pour un prochain gouvernement, pour « sanctionner un mauvais gouvernement ».

Le référendum est-il en train de devenir son talon d'Achille ? Pas du tout, répond Pauline Marois. « Au contraire, ça va être un élan parce que ça veut dire que nous ne serons pas sous la houlette de M. Harper, qui va à l'encontre de nos valeurs. »

Aux médias anglais qui lui demandaient si elle accepterait de participer à un débat en anglais, elle a répondu : « La langue officielle du Québec est le français, alors je ne participerai pas à un débat en anglais. » Elle soutient néanmoins être en mesure d'avoir de bons dialogues et de bonnes relations avec la communauté anglophone, rappelant que c'est elle qui a donné plus d'autonomie aux commissions scolaires anglaises.

Le Devoir

Il n'y a pas de gêne à parler de souveraineté, disent Aussant et Khadir

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Exaspérés par les mots flous et imprécis de Pauline Marois sur son projet de souveraineté du Québec, Amir Khadir et Jean-Martin Aussant pressent aujourd'hui « la chef de ce qui est sensé être le vaisseau amiral de la souveraineté » de parler de pays sans complexe.

« Ça me fait toujours bizarre de voir [la chef du Parti québécois] toujours sur la défensive quand on parle de souveraineté. Il y a un malaise », a affirmé le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, quelques minutes après un face-à-face explosif entre Pauline Marois et Jean Charest. « Je n'ai jamais douté que Mme Marois était souverainiste autant que moi, mais institutionnellement, le Parti québécois a un message tellement

flou là-dessus, disant : "On fera peut-être la souveraineté si ça adonne un jour, au moment opportun". Ça ne veut rien dire cette formule-là », a déploré l'ex-député péquiste avant de souligner que sa formation politique, Option nationale, « remplit [désormais] ce rôle-là ».

Le coporte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, s'est aussi dit « frappé » par « l'incapacité de M^{me} Marois d'être convaincante » sur le terrain de la question nationale. « Son hésitation nuit beaucoup à sa crédibilité sur la question de l'indépendance. »

Néanmoins, le député sortant de Mercier estime que la chef péquiste « s'est débrouillée un peu mieux » lundi soir que la veille, au débat des chefs, la décrivant « en confiance » et « sereine ». « Ça, ça l'a bien servie », a-t-il dit.

En revanche, le chef du Parti libéral, Jean Charest « n'a pas arrangé ses affaires » avec le face-à-face de lundi soir. « Trop agressif, trop cassette, je pense que M. Charest a encore une fois raté l'occasion de remonter un peu. Ce n'est pas avec ce genre de performance là que le sort des libéraux va changer », a commenté Amir Khadir. « Au moins, il ne souriait plus de manière inappropriée », a-t-il fait remarquer.

Exclus des face-à-face télévisés organisés cette semaine par le réseau TVA, les dirigeants de Québec solidaire et d'Option nationale avaient investi lundi soir le réseau social Twitter afin de commenter la première des trois confrontations.

« C'est mal parti, cacophonie, cassette... », a tweeté M. Khadir quelques minutes à peine après le coup d'envoi de la joute oratoire.

Puis, une fois la discussion sur le premier thème lancée — celui de la gouvernance —, le député sortant de Mercier a jugé que « les actions prises par Jean Charest [en matière de lutte contre la corruption] ont toujours été faites lorsqu'il était au pied du mur ». « Deux politiciens de carrière qui s'accusent d'être plus corrompu l'un que l'autre », a pour sa part observé le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant. « Comme c'est emballant, l'alternance », a-t-il ironisé. La discussion était lancée.

Les deux formations politiques ont contribué à faire du mot-clic #debatqc le plus populaire lundi soir sur Twitter « dans le monde », a souligné Influence communication.

Le Devoir

22

août

CE MERCREDI

MANIFESTATION

14H00

PLACE DU CANADA
(Metro Bonaventure et Peel)

NONAUXHAUSSES.ORG

CLASSE

ACTUALITÉS

#CHRONIQUEFD

La modernité expliquée à sa mère (4)



FABIEN DEGLISE

On peut le voir comme ça et c'est encore plus drôle: depuis plusieurs années, la numérisation des rapports sociaux rend presque quotidiennement, et malgré elle, un hommage étonnant à l'écrivain Raymond Queneau et à son roman le plus célèbre, *Exercices de style* paru en 1947. Comment? En érigeant en phénomène culturel la déclinaison d'une même histoire, d'une capsule publicitaire, d'une photo, d'un mot-clic...

La chose porte même un nom — on appelle ça un «mème», croisement entre gène et *mimesis* qui veut dire imitation en grec — et mérite qu'on se penche un peu dessus pour comprendre qu'elle n'est pas toujours aussi désintéressée qu'elle n'y paraît.

Air du temps, le même, ce mimétisme culturel défini en 1976 par Richard Dawkins dans son livre *The Selfish Gene (Le gène égoïste)*, peut être appréhendé en regardant Jean Charest.

Preuve: quelques semaines avant le déclenchement des élections et en plein cœur des #manifestations, comme on disait alors sur Twitter, l'homme et son parti dévoilent une publicité à savoir franchement électoraliste intitulée Faire le choix de la responsabilité. En une minute, sur fond blanc, tout en chemise et cravate, le PM y justifie sa fermeté, parle de ses responsabilités, des décisions difficiles et du fait qu'il ne cherche pas à remporter un concours de popularité. Et bien sûr, sur Internet, il vient de tendre un bâton pour se faire battre, comme dirait l'autre.

Dans les jours qui suivent, des dizaines d'internautes s'approprient la capsule pour détourner le plan de communication libéral et surtout pour faire part du résultat à la terre entière par l'entremise de YouTube et des réseaux sociaux.

Il suffit de taper «Jean Charest» et «parodie» dans un moteur de recherche spécialisé en vidéo pour prendre la mesure du phénomène: devant le même fond blanc, l'homme y livre le même message, mais ici sur fond de musique du film *Le Parrain*, là avec un carré rouge accroché à la chemise ou encore en donnant l'impression d'être ivre, en étant caricaturé en Dieu, en Darth Vader, avec des sous-titres ajoutés exposant le fond de sa pensée ou encore en prenant la place de Big Brother dans la célèbre scène du marteau fracassant l'écran du film *1984*. Ces mêmes ont été vus par des milliers de personnes à ce jour.

Bref, Jean Charest s'est fait un peu «Starwarskid», en référence à ce garçon de Trois-Rivières qui, en 2003, a posé au Québec, contre sa volonté, les bases de ces exercices de style en format 2.0. Souvenir: une vidéo le montrant en train de combattre un ennemi invisible en imitant les méchants de *Star Wars* avait déclenché l'apparition d'une série de mèmes sur la Toile. L'absurde de la scène y était reproduit et parodié faisant de celui qu'on a alors baptisé le Star Wars Kid une star instantanée.

L'accès facilité aux outils de production et de création, tout comme l'envie de divertir son auditoire numérique pour se faire remarquer dans le bruit ambiant donne des ailes aux mèmes qui servent à rire et parfois à nuire. Ils peuvent aussi être utilisés, en raison de leurs caractères ludique et du coup épique, à des fins de marketing pour faire mousser la popularité d'un produit, d'un service ou encore d'une chanson, comme en témoigne encore aujourd'hui la Canadienne Carly Rae Jepsen. Elle est passée de candidate mème pas gagnante à l'émission *Canadian Idol* à phénomène international avec une chanson au refrain plus qu'intrusif et surtout une série de mèmes dont plusieurs sont pour le moins étonnants.

Sa chanson *Call Me Maybe* — appelle-moi peut-être — sortie en 2011 a pris véritablement son envol au printemps dernier après avoir été présentée sur le canal YouTube de son ami Justin Bieber, l'aimant à midinettes, mais surtout après avoir fait l'objet d'un nombre incroyable de déclinaisons qui se sont répandues un peu partout dans les interstices de la socialisation numérique. La chanson y est interprétée par des centaines d'anonymes, cherchant leur minute de gloire en ligne en se frottant à ce que la science appelle un ver d'oreille, mais également par Batman, une brochette de chiens et de chats — deux espèces qui stimulent les mèmes en format numérique — ou encore par Barack Obama, en personne, dans un collage sonore qui, à ce jour, a été visionné par plus de 22 millions d'individus sur la planète. C'est dix fois moins toutefois que l'original chanté par Carly et présenté sur YouTube par Bieber.

Et bien sûr pour pousser l'hommage à son paroxysme, on attend désormais qu'une version soit servie aux internautes, interprétée par un quidam au long cou portant un chapeau mou avec une tresse, dans un autobus ou devant la gare Saint-Lazare... de 99 façons différentes, s'entend.

Sur Twitter: @FabienDeglise

Légionellose: des immeubles seront inspectés

Après trois morts, la Ville de Québec ignore toujours la source précise de la contamination

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

La Ville de Québec cherche par tous les moyens à trouver la source de la contamination à la légionellose qui a tué trois personnes à Québec. L'écllosion, d'une très rare ampleur, a touché quarante personnes depuis la mi-juillet.

«Il faut aller un cran plus haut» dans l'enquête afin d'endiguer rapidement la maladie, a dit en conférence de presse lundi le directeur de la santé publique pour la région de Québec, le Dr François Desbiens. Avec les inspecteurs de la Ville, la santé publique investiguera dans tous les immeubles soupçonnés d'être à l'origine de la propagation dès demain, une opération qui devrait être terminée vendredi. «Il faut prendre les pouvoirs qu'on a pour visiter les immeubles et ordonner la désinfection», indique le Dr Desbiens. Il ne croit pas que la situation ait été mal évaluée et qu'il aurait fallu passer à cette étape plus tôt, même si l'infection continue à se propager.

Les malades vivaient tous dans un périmètre précis comprenant la basse ville de Québec, ou fréquentaient le secteur pour le travail ou les loisirs. Ils avaient en moyenne 62 ans. La santé publique croit qu'une ou plusieurs tours de refroidissement qui assurent la climatisation des immeubles pourraient avoir propagé la bactérie dans l'air. Il arrive également que la bactérie se

reproduise dans les chauffe-eau, une hypothèse qui semble écartée pour le moment par la santé publique.

La Ville de Québec a ciblé 41 tours de refroidissement, lesquelles seront inspectées et nettoyées cette semaine. Dans un premier temps, le 31 juillet, quelque 2500 propriétaires d'immeubles de plus de trois étages avaient été contactés par lettre et invités à désinfecter leur système de climatisation. La source est toujours active, puisque depuis vendredi dernier seulement, 12 cas ont été recensés dans la capitale, qui compte habituellement 2 ou 3 cas par an. Les petits climatiseurs et les thermopompes sont sans danger. Ce sont plutôt les systèmes de climatisation d'immeubles utilisant de l'eau en circuit fermé qui posent problème. On voit souvent ce type de système dans les hôtels, les hôpitaux ou les tours de bureaux et de condos.

«Ça prend une ou deux tours qui n'ont pas été nettoyées pour recontaminer les autres même si elles ont été nettoyées», indique le Dr Desbiens.

Registre

La bactérie à l'origine de la légionellose, ou maladie du légionnaire, se développe dans l'eau entre 25 et 42 °C et infecte les humains qui respirent les gouttelettes contaminées. Les gouttelettes provenant de tours de refroidissement peuvent projeter la bactérie à 500, voire 1000 m-

tres à la ronde, contaminant le voisinage. La maladie ne se transmet pas de personne à personne. Si les individus en bonne santé s'en tirent généralement bien, les malades chroniques et les fumeurs peuvent développer une grave pneumonie, mortelle dans 10 à 15% des cas.

La Ville de Québec réfléchit à la pertinence d'établir un registre des tours de refroidissement afin de faciliter leur inspection, a indiqué Chantale Giguère, directrice générale adjointe de la sécurité publique.

En 1996, lors d'une écloison de moindre ampleur dans la haute ville de Québec, douze personnes avaient été malades. L'enquête avait permis de détecter la bactérie dans des tours de refroidissement plus ou moins bien entretenues. Après cet épisode, les enquêteurs recommandaient de «confier à un organisme gouvernemental la responsabilité d'émettre des normes sur la conception, le fonctionnement et l'entretien des tours de refroidissement, et d'assurer le respect de l'application de ces normes».

Les habitants de Québec ne peuvent prendre aucune précaution individuelle pour se prémunir contre cette bactérie, et la direction de la santé publique les invite à poursuivre leurs activités et leurs déplacements habituels.

Le Devoir

STEPHEN HARPER DANS LE NORD



ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

C'est à Caribou Crossing, au Yukon, que Stephen Harper a amorcé lundi son périple annuel dans le nord du pays, qui prendra fin vendredi à Churchill, au Manitoba. Cet exercice vise à promouvoir la souveraineté canadienne, mais il est également l'occasion pour le premier ministre d'annoncer l'octroi de généreux fonds.

Le décès de Jack Layton commémoré mercredi

Ottawa — Un an après son décès, Jack Layton continue d'influencer la vie de plusieurs Canadiens, soutiennent ceux et celles qui étaient proches de l'ancien chef du Nouveau Parti démocratique (NPD). Une cérémonie commémorative se tiendra mercredi à Toronto, un an jour pour jour après que M. Layton a perdu son combat contre le cancer.

Sa femme, Olivia Chow, soutient que l'événement se veut d'abord et avant tout une célébration des valeurs qui étaient chères à Jack Layton, à savoir l'espoir et l'optimisme, plutôt qu'une célébration de l'homme lui-même.

Thomas Mulcair est le premier à admettre qu'il n'est pas à l'image du regretté chef Jack Layton. Mais le chef du NPD affirme que les leçons apprises de son prédécesseur, dont la mémoire continue d'attirer des vagues de sympathie, ont rendu la tâche plus facile pour les néodémocrates dans la transition post-Layton. «Il m'a beaucoup appris, et cela m'a bien servi dans les derniers mois alors que je prenais le rôle de leadership», a soutenu M. Mulcair en entrevue à La Presse canadienne.

Qui plus est, avance le chef du NPD, les souvenirs mémorables de M. Layton l'ont aidé à briser la glace avec les Canadiens un peu partout au pays. «Chaque fois que quelqu'un vient vers moi et parle de politique ou du parti, il y a toujours un sourire sur leur visage quand il parle de Jack. C'est encore une belle porte d'entrée.»

La Presse canadienne

Des données numériques libres contre la corruption

Des programmeurs scruteront les bases de données ouvertes des gouvernements lors du «hacketon»

FABIEN DEGLISE

Prévenir la collusion et la corruption par les données numériques ouvertes. Un groupe de programmeurs a décidé de lutter à sa manière contre l'utilisation abusive des fonds publics en partant à la recherche d'applications informatiques visant à démasquer plus facilement ce genre de dérives. Cette quête va se faire dans le cadre d'un «hacketon», ces groupes de travail collaboratif qui s'abreuvent aux données ouvertes, qui se tiendra à Montréal dans quelques semaines à Montréal. Pendant 48 heures, plus d'une centaine de ces maîtres du code vont y jouer avec des fichiers informatiques publics fédéraux, provinciaux et municipaux afin de dresser autrement le visage de la corruption.

«L'ouverture des données tout comme une plus grande transparence de l'administration sont de très bonnes façons pour lutter contre la corruption et la mauvaise gestion des fonds publics», résume Jonathan Brun de l'organisme Québec Ouvert, qui pilote cet exercice de création d'applications civiques pour mieux surveiller les dépenses de l'État. Une rencontre préliminaire a eu lieu la semaine dernière à Montréal pour poser le cadre de l'événement. «Chaque année, le Québec dépense 4 milliards de dollars dans des projets d'infrastructures physiques, comme les routes, ou technologiques comme les réseaux informatiques. Ces projets font parfois l'objet d'abus qui mènent à des dépenses excessives et à des débordements budgétaires. On espère que les outils qui vont être déve-

loppés lors de ce hacketon vont aider les citoyens à mieux identifier ces abus, pour mieux les enrayer.»

Cette rencontre, ouverte à tous les programmeurs, est prévue les 15 et 16 septembre prochain à Montréal (quebecouvert.org/events/hackonslaccorruption). Par le croisement de bases de données publiques, ils espèrent pouvoir dresser des portraits inédit et précis de l'activité gouvernementale dans le domaine de l'attribution des contrats publics. Parmi ces jeux de données, comme on dit dans le milieu, va se trouver la liste des dons et donateurs aux partis politiques, les données issues du système électronique d'appel d'offres (SEAO), les jugements rendus dans les cas de fraudes contre les personnes et les entreprises... Pour ne citer qu'eux. L'événement est soutenu par le quotidien montréalais *The Gazette* ainsi que par la Sunlight Foundation, un organisme américain versé dans la promotion d'une gouvernance ouverte et d'une plus grande responsabilisation des administrations publiques par la multiplication des données ouvertes.

Maintenir la pression

«Nous allons maintenir notre pression sur le gouvernement pour qu'un plus grand nombre de jeux de données soit accessibles dans des formats faciles d'utilisation», dit M. Brun, qui déplore par exemple la difficulté d'accès pour un programmeur aux données qui composent le registre des entreprises, un registre public, mais techniquement impraticable pour un geek qui voudrait s'en servir. «C'est ce qui va nous aider

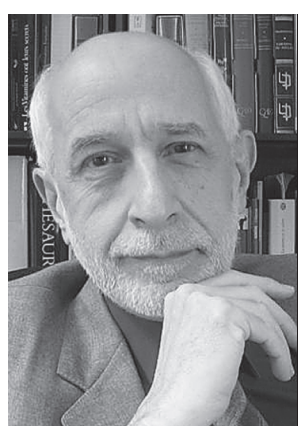
à prêter main-forte au gouvernement pour lutter contre cette corruption dont nous sommes tous, collectivement victimes.»

Pour mener à bien leur projet, les participants à ce hacketon vont pouvoir également profiter des données publiques que le gouvernement du Québec a mises en ligne au début de l'été sur son portail consacré à la construction d'un gouvernement dit ouvert (donnees.gouv.qc.ca). L'endroit héberge par exemple des données géographiques de base, des informations sur les chantiers en cours au Québec, des données statistiques sur les populations, la culture, l'industrie... Il a été qualifié à ce jour par les défenseurs des données ouvertes d'un pas dans la bonne direction, mais d'un pas également timide.

Aux États-Unis, les hacketons menés dans les derniers mois ont permis la création d'applications permettant de lier des contributions à des candidats à leurs votes au Congrès, de suivre les lobbyistes à la trace tout comme la résonance médiatique et politique de leur démarche. Entre autres choses.

Plusieurs hacketons ont été tenus au Québec, ces derniers mois, pour améliorer les services publics et la participation citoyenne à Montréal et Québec par l'entremise des données ouvertes. Placer la lutte contre la corruption au cœur de cet exercice de création collectif et numérique représente toutefois une première.

Le Devoir



Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Frais d'avocats de 126 000 \$ pour Claude Dauphin

L'espionnage dont a fait l'objet le maire de Lachine, Claude Dauphin, lui a coûté 126 000 \$ en honoraires d'avocats. C'est ce qu'a indiqué lundi soir M. Dauphin en réponse à une question d'un citoyen lors de la séance du conseil municipal. Rappelés qu'en juillet dernier, une entente à l'amiable est intervenue entre la Ville et M. Dauphin afin qu'une somme de 115 000 \$ soit versée à celui-ci, soit 100 000 \$ à titres d'honoraires d'avocats et 15 000 \$ à titre de trou-

bles, inconvenients et dommages moraux. L'an dernier, M. Dauphin avait tenté une poursuite de 250 000 \$ contre la Ville et certains fonctionnaires à la suite de l'interception de ses courriels et du contenu de son agenda électronique par l'ex-contrôleur général de la Ville, Pierre Reid. Le maire Gerald Tremblay avait alors soutenu que des faits troublants avaient été découverts sur Claude Dauphin et que le dossier avait été transféré à la Sûreté du Québec. Le maire Tremblay n'a pas voulu préciser, lundi, si M. Dauphin retrouverait à terme son poste de président du conseil municipal.

Le Devoir

ACTUALITÉS

LOI 35 SUR LES CONTRATS PUBLICS

Louise Harel dénonce une « mascarade »

JEANNE CORRIVEAU

Une « mascarade ». Voilà comment Louise Harel a qualifié, lundi, la loi 35 qui ne réussit pas à empêcher les entrepreneurs accusés de fraude d'obtenir des contrats publics. La chef de l'opposition à l'Hôtel de Ville a sommé les candidats des partis provinciaux de régler le problème dans les cent premiers jours du prochain gouvernement.

« Nous pensons que la mascarade que nous impose la législation a assez duré. On nous demande de faire de la figuration en octroyant des contrats qui valent des millions de dollars dans une législation [...] déficiente », a commenté Louise Harel quelques minutes avant l'assemblée du conseil municipal au cours de laquelle les élus municipaux devaient se prononcer sur l'octroi de dix contrats à Louisbourg SBC, une entreprise de Tony Accurso.

M^{me} Harel a fait savoir qu'elle avait fait parvenir à tous les chefs de partis une demande pour qu'ils s'engagent à remédier aux lacunes de la loi 35.

La semaine dernière, le comité exécutif a annulé l'octroi de trois contrats à Louisbourg SBC, tout en décidant d'accorder 14 contrats à l'entreprise. « On est entièrement d'accord qu'on ne peut plus, nous, les mains liées, prendre des décisions qui affectent la qualité de vie de nos citoyens avec la législation telle qu'elle est rédigée, a reconnu le maire Gerald Tremblay. On demande au gouvernement d'apporter des

correctifs le plus rapidement possible. »

La Biosphère en péril

L'incertitude entourant l'avenir de la Biosphère a également fait l'objet de discussions lors de la séance du conseil. Vision Montréal a déposé une pétition de quelque 640 noms demandant au maire de protéger la vocation muséale de la Biosphère. De son côté, Projet Montréal a soumis une motion réclamant de l'administration qu'elle exerce des pressions sur le gouvernement fédéral pour sauver l'institution.

Rappelons que, dans la foulée des compressions budgétaires, au printemps dernier, le gouvernement fédéral a laissé entendre que les activités muséales de la Biosphère seraient remplacées par un centre météorologique d'Environnement Canada d'ici la fin de 2013.

Or, la Ville de Montréal, qui est propriétaire de la Biosphère, a une entente avec le fédéral pour la tenue d'activités muséales dans le célèbre dôme jusqu'en 2019.

Aucune discussion n'aurait encore eu lieu entre les deux parties, a indiqué le responsable du dossier à la Ville, Alan DeSousa. « On a un document légal entre les parties qui dicte la durée de l'engagement et l'usage. Ça va guider nos discussions », a soutenu M. DeSousa. Pour l'instant, le recours aux tribunaux n'était pas encore envisagé, a-t-il ajouté.

Le Devoir

Les étudiants reçoivent une facture plus élevée

Même si les élections n'ont pas eu lieu, des universités haussent déjà les droits de scolarité

LISA-MARIE GERVAIS

La rentrée universitaire approche à grands pas, et certains étudiants ont déjà reçu une facture plus élevée, a constaté *Le Devoir*. Plusieurs universités ont commencé à envoyer des factures majorées, correspondant à la hausse imposée par le gouvernement Charest de 254\$ sur sept ans.

À l'Université McGill, Jim (nom fictif), étudiant au doctorat, a reçu le 4 août une facture qui fixait, parmi d'autres frais, les droits de scolarité du 3^e cycle pour un semestre à 1083,90\$. Deux jours plus tard, il a reçu une seconde facture, plus élevée, de 1201,95\$, payable au plus tard le 31 août. À l'Université du Québec à Montréal (UQAM), les factures majorées sont envoyées depuis la mi-juillet, mais les étudiants devront l'acquitter quelques semaines après la rentrée, qui se fera en même temps pour tous les étudiants, soit le 1^{er} octobre.

À l'Université de Montréal, les factures seront envoyées à la mi-septembre. L'Université Laval fera de même pour ses étudiants qui commenceront les cours au lendemain des élections le 5 sep-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

À McGill, les droits de scolarité pour un semestre au 3^e cycle ont bondi à 1201,95\$.

tembre, mais procédera à un second envoi, décalé, aux étudiants qui commenceront le 1^{er} octobre. À l'Université Concordia, la facture majorée est générée par Internet au moment de l'inscription en ligne.

Si les universités disent ne faire qu'appliquer les directives ministérielles, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) trouve ce choix prématuré étant donné que les élections pourraient changer la donne. « C'est très précipité. On se demande ce que cache cet em-

pressionnement à demander aux étudiants de payer alors qu'on est en pleine élection. Rien n'indique que la hausse va être maintenue », a dit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Elle fait remarquer que l'empressement du gouvernement à bonifier l'aide financière n'est toutefois pas le même, puisque les changements promis aux prêts et bourses n'entreront en vigueur que le 1^{er} octobre.

Si le Parti libéral n'est pas réélu, la hausse pourrait effectivement être suspendue pour le

semestre d'automne 2012 qui s'amorce. Ce serait le cas avec un gouvernement péquiste, a souligné la chef du Parti québécois, Pauline Marois, qui souhaite néanmoins une indexation du coût des études. Les montants de la hausse déjà perçus seraient ainsi remboursés.

Advenant un gouvernement dirigé par la Coalition avenir Québec, la majoration des droits de scolarité sera suspendue jusqu'en janvier 2013, avait précisé son chef, François Legault. Son parti propose toutefois une augmentation de la facture de 200\$ par année pendant cinq ans.

La plupart des universités ont déjà planifié leurs budgets en fonction de la hausse des droits de scolarité, qui doit leur rapporter un financement supplémentaire de 160 millions. Elles devront s'adapter si les directives gouvernementales changent. « On n'a pas de scénario pour le lendemain de l'élection. Si le gouvernement nous demande de changer, on va s'ajuster », a indiqué Mathieu Filion, du service des communications de l'Université de Montréal.

Le Devoir

La grève prend fin dans des facultés universitaires « baromètres »

LISA-MARIE GERVAIS

Après les cégépiens, qui sont tous retournés en classe, voilà que les étudiants d'importantes facultés universitaires, bastions de résistance, leur emboîtent le pas. Hier, la Faculté de science politique et droit (AFES-PED-UQAM) et la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE-UQAM), qualifiées de baromètres par la Fédération

étudiante universitaire (FEUQ), ont finalement voté pour la suspension de la grève. Le département de création littéraire de l'Université Laval ainsi que la Faculté d'éducation de l'Université Sherbrooke ont fait de même. Il reste toutefois quelques territoires épars qui ont reconduit la grève hier, notamment le département de cinéma et celui d'études est-asiatiques de l'Université de Montréal (UdeM).

Alors que d'autres votes se tiennent ce mardi à la Faculté de langues et communication de l'UQAM et au département de littérature langue moderne de l'UdeM, le cégep du Vieux-Montréal tiendra lui aussi une assemblée générale mardi après-midi, sa troisième en une semaine, pour revenir encore une fois sur la grève. Plus de 100 membres de l'association du collège et partisans de la

grève ont signé une pétition rendant possible une nouvelle convocation. Toutefois, pour qu'il y ait vote, le quorum de 690 étudiants doit être atteint, ce qui est peu probable, a-t-on expliqué au *Devoir*. L'assemblée aura lieu à 14h et devrait servir de plénière pour revenir sur les événements des derniers jours.

Le Devoir

Ahhhh.....

porter

raffinée sur toute la ligne

jusqu'à

40 %

de rabais

Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 21 août 2012. Voyagez d'ici le 14 décembre 2012. Mentionnez le code RELAX

Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.* Les rabais sont compris dans les tarifs. Tarifs à partir de :

HALIFAX 2 par jour 194 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	TORONTO 17 par jour 147 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	SAULT STE. MARIE 190 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	ST. JOHN'S 236 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	SUDBURY 167 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	THUNDER BAY 166 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	TIMMINS 182 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	WINDSOR 178 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	BOSTON 202 \$ <small>Taxes et frais compris</small>
CHICAGO 202 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	MYRTLE BEACH À partir du 13 septembre 365 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	NEW YORK 183 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	WASHINGTON Dulles 214 \$ <small>Taxes et frais compris</small>	<div style="border: 2px solid orange; padding: 5px; transform: rotate(-5deg); font-weight: bold; color: orange;">PRIX TOUT COMPRIS</div>				

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

flyporter.com

* Réservez d'ici 23 h 59 le 21 août 2012. Voyagez d'ici le 14 décembre 2012. Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Porter peut exiger un achat à l'avance dans certains marchés. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

ÉDITORIAL

FACE-À-FACE ÉLECTORAUX

Les absents

Le plus étonnant, lors du débat des chefs de Radio-Canada et Télé-Québec, c'est d'avoir été étonnés de la prestation de Françoise David; le plus désolant, c'est que l'exercice n'ait pas de suite à TVA. Ça aurait pourtant été le meilleur antidote au cynisme ambiant.



ur le terrain, les gens de toutes tendances font le même constat: assez de la langue de bois, de la cassette et des promesses qui ne se réalisent pas. Le moindre *vox pop* s'en fait l'écho.

Mais les politiciens n'entendent pas. Ils ont leurs repères, leurs conseillers, et tout le système de représentation électorale qui leur permet de ne pas sortir du moule. Il est si facile d'endosser les habits du parfait candidat, comme le démontre la vidéo à succès de Catherine Dorion, candidate d'Option nationale.

L'électeur a beau être plus scolarisé et plus informé que jamais, plus éloquent, aussi, comme en font foi les propos tenus sur le Web ou dans les pages d'opinion des médias, on ne fait toujours pas appel à son intelligence. En retour, désabusé ou exaspéré, l'électeur a du mal à envisager qu'il puisse en être autrement.

C'est cet air frais que Françoise David a fait souffler dimanche soir. Il faut dire que pour elle, faire de la politique autrement n'est pas un slogan inventé le temps d'une élection, mais un mode de vie. Écouter, donner raison à l'autre, élargir la discussion, rester dans le concret sans piler sur ses principes..., autant de manières d'agir venues tout droit du mouvement des femmes, où elle a tant milité.

Tout cela n'était pas ennuyant, bien au contraire. Pas plus que ne l'était l'entrevue donnée par Jean-Martin Aussant à François Parenteau sur Internet, une heure après la fin du débat officiel. Le ton décontracté, inattendu, n'empêchait nullement M. Aussant de faire état de ses convictions. Il n'en devenait que plus inconcevable que cet élu de l'Assemblée nationale n'ait pas été invité au débat des chefs. Il aurait clairement ajouté de la substance à celle qu'aurait à instiller M^{me} David au milieu des chamailleries partisanes.

Il est vrai que la politique, sous sa caricature, ne se résume pas aux combats de coqs que regrettait dimanche Françoise David. L'Assemblée nationale en offre de nombreux contre-exemples. Ainsi, le printemps dernier, du rapport unanime de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité, qui a démontré ce que des élus peuvent apporter à leur société quand ils sont à son écoute et quand ils se méfient du simplisme.

Le travail de base des députés, en fait, ressemble à ce que les Québécois vivent dans leurs milieux d'études, de travail ou d'implication: le respect et l'écoute valent mieux que le mépris et l'autoritarisme, et aucun problème ne se règle en criant ciseaux. Mais les campagnes électorales ne sont pas encore arrivées au XXI^e siècle. Elles gardent des vestiges archaïques de pensée magique (pouf, un médecin de famille pour tous!), de démonisation (la ruelle, pas fiable!), et de mantras répétés à tous les vents (le ménage, le changement, le Plan Nord, un jour un pays...).

Dans ce contexte, c'est la normalité qui devient anormale. Dans un débat, parler simplement, donner raison à son interlocuteur, dire que la santé c'est complexe devient ainsi déroutant, et sème la surprise. C'est dire la bulle à crever!

Heureusement, il y a maintenant Internet, qui permet de voir des candidats — de jeunes comme de vieux partis — arrimés à la réalité et qui parlent comme du monde plutôt que comme des cassettes. Mais la télévision reste le média de masse: c'est donc par elle que le renouveau largement souhaité doit se manifester. Marois, Legault et Charest en face-à-face à TVA, c'est intéressant mais prévisible. Ajouter Khadir, David et Aussant aurait eu le grand mérite de sortir de leur confort tous ces vieux routiers de la politique. Il faudra bien finir par en prendre acte.

Heureusement, il y a maintenant Internet, qui permet de voir des candidats — de jeunes comme de vieux partis — arrimés à la réalité et qui parlent comme du monde plutôt que comme des cassettes. Mais la télévision reste le média de masse: c'est donc par elle que le renouveau largement souhaité doit se manifester. Marois, Legault et Charest en face-à-face à TVA, c'est intéressant mais prévisible. Ajouter Khadir, David et Aussant aurait eu le grand mérite de sortir de leur confort tous ces vieux routiers de la politique. Il faudra bien finir par en prendre acte.

L'ÉQUIPE DE MITT ROMNEY

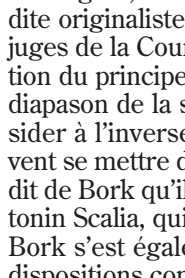
Les durs des durs

Le candidat républicain à la présidence, Mitt Romney, campe depuis peu sur un flanc politique très différent de celui qu'il avait adopté et défendu alors qu'il était gouverneur du Massachusetts. Autant ce dernier conjuga ses gestes avec le centre de l'échiquier, autant le premier a fait siennes les postures de la droite dure, voire de l'extrême droite. Pour s'en convaincre, il suffit de s'attarder au profil idéologique respectif des membres de son premier cercle, de ses proches conseillers.

Depuis une dizaine de jours, tout un chacun sait que Romney a choisi en Paul Ryan, son colistier, un croisé des réductions d'impôt, un adversaire acharné du gouvernement fédéral, plus exactement de l'appareil d'État. On sait moins qu'il a fait de l'ex-juge Robert Bork son conseiller juridique, de John Bolton, ex-ambassadeur à l'ONU sous Bush fils et porte-drapeau de la frange dure des néo-conservateurs, son conseiller en relations internationales, et de Glenn Hubbard, ex-président du Conseil des économistes de Bush fils, son conseiller en affaires évidemment économiques. Déclinons.

Après avoir participé en 1973 à la tentative d'étouffement du Watergate, Bork s'est distingué en conceptualisant la doctrine dite originaliste en justice. De quoi s'agit-il? Selon sa théorie, les juges de la Cour suprême doivent prendre des décisions en fonction du principe suivant: on ne doit pas mettre la Constitution au diapason de la société actuelle, du temps présent, mais bien présider à l'inverse. Dit autrement, les «sages» de ce tribunal doivent se mettre dans la peau des rédacteurs de la Constitution. On dit de Bork qu'il est le père spirituel de Clarence Thomas et d'Antonin Scalia, qui collent à ce courant au sein de la Cour suprême. Bork s'est également singularisé par son opposition à plusieurs dispositions contenues dans la Loi des droits civiques de 1964 en développant un discours sur la tyrannie de la minorité, par sa volonté de limiter la liberté d'expression, etc. On l'aura compris, Bork a une conception très élitiste de la société, qui lui a d'ailleurs valu d'être écarté par le Congrès lorsque Ronald Reagan en avait fait son candidat à la plus haute cour de justice.

Le cas Bolton a ceci de simple à expliquer qu'il peut se résumer en une expression: un va-t-en-guerre. En effet, comparativement à lui, Colin Powell, alors qu'il était secrétaire d'État de Bush, était doux comme un agneau. Et l'économiste Glenn Hubbard? Il est beaucoup plus idéologue qu'économiste. À preuve, ceci: malgré le fiasco des déductions fiscales accordées sous Bush dont il fut l'un des maîtres d'œuvre, il tient mordicus à suivre encore et toujours cette voie. En un mot, l'équipe Romney s'avère une assemblée de durs d'entre les durs.



SERGE TRUFFAUT

Après avoir participé en 1973 à la tentative d'étouffement du Watergate, Bork s'est distingué en conceptualisant la doctrine dite originaliste en justice. De quoi s'agit-il? Selon sa théorie, les juges de la Cour suprême doivent prendre des décisions en fonction du principe suivant: on ne doit pas mettre la Constitution au diapason de la société actuelle, du temps présent, mais bien présider à l'inverse. Dit autrement, les «sages» de ce tribunal doivent se mettre dans la peau des rédacteurs de la Constitution. On dit de Bork qu'il est le père spirituel de Clarence Thomas et d'Antonin Scalia, qui collent à ce courant au sein de la Cour suprême. Bork s'est également singularisé par son opposition à plusieurs dispositions contenues dans la Loi des droits civiques de 1964 en développant un discours sur la tyrannie de la minorité, par sa volonté de limiter la liberté d'expression, etc. On l'aura compris, Bork a une conception très élitiste de la société, qui lui a d'ailleurs valu d'être écarté par le Congrès lorsque Ronald Reagan en avait fait son candidat à la plus haute cour de justice.

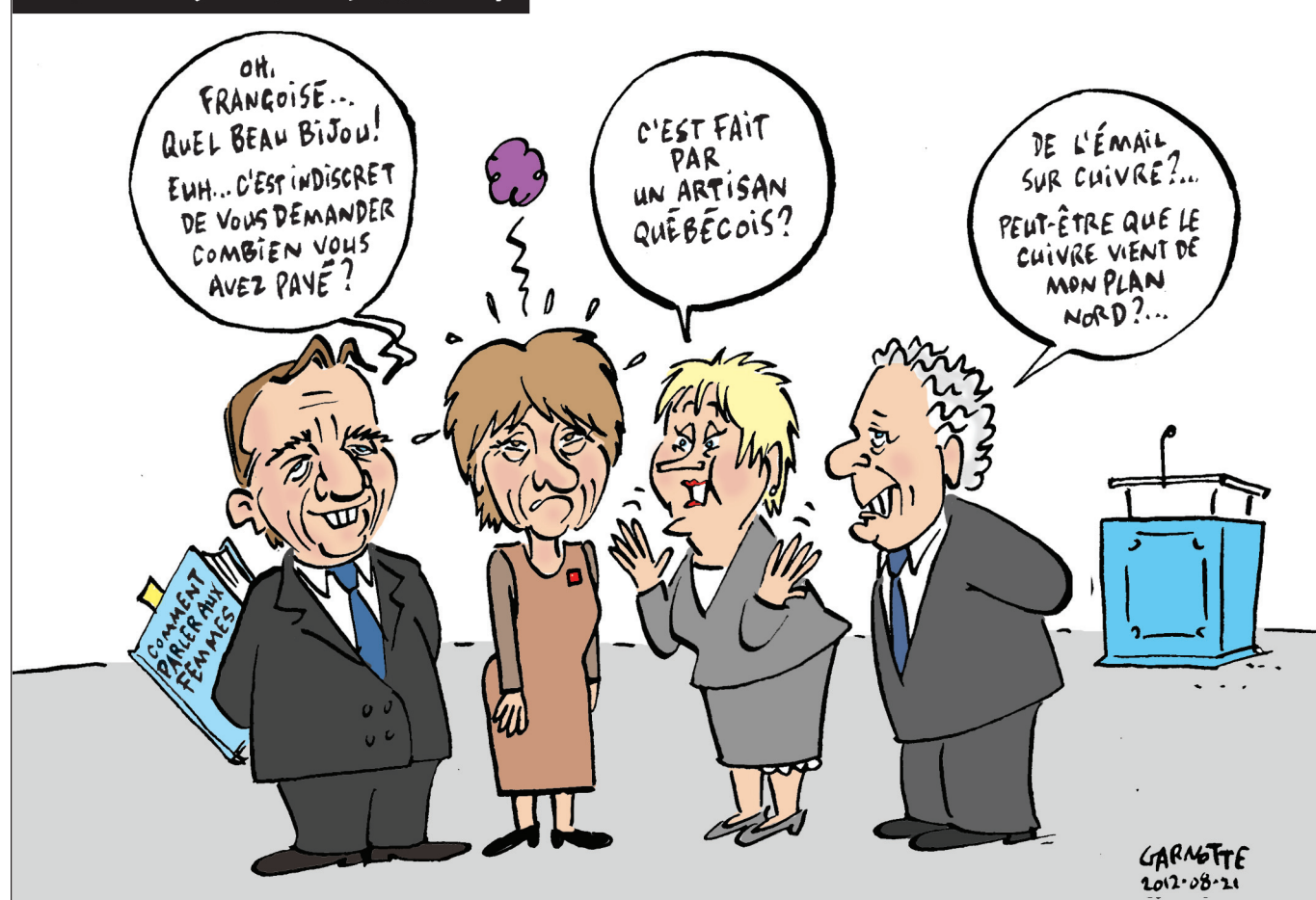
Le cas Bolton a ceci de simple à expliquer qu'il peut se résumer en une expression: un va-t-en-guerre. En effet, comparativement à lui, Colin Powell, alors qu'il était secrétaire d'État de Bush, était doux comme un agneau. Et l'économiste Glenn Hubbard? Il est beaucoup plus idéologue qu'économiste. À preuve, ceci: malgré le fiasco des déductions fiscales accordées sous Bush dont il fut l'un des maîtres d'œuvre, il tient mordicus à suivre encore et toujours cette voie. En un mot, l'équipe Romney s'avère une assemblée de durs d'entre les durs.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO

OÙ EN EST LE CONFLIT ÉTUDIANT ?



LETTRES

Où sont donc nos enfants ?

Dans cette campagne électorale, où les politiciens ne semblent éprouver aucune gêne à jouer les pères Noël en promettant des cadeaux plus fous les uns que les autres aux électeurs choqués et indignés par l'irresponsabilité généralisée des marchands du Temple, force est de constater que les enfants sont les grands absents.

Où sont-ils au juste? On a beau les chercher. Nulle part ne les trouve-t-on, sinon pour leur garantir des places en garderie.

On a compris depuis toujours qu'ils ne sont pas rentables politiquement, qu'ils ne votent pas, coûtent cher et n'ont pas de voix ou plutôt, si, ils ont une voix que nous voulons faire taire: celle de la souffrance, de la colère, de la maladie, du désespoir.

Qui a parlé de leurs besoins? Qui a exprimé la moindre préoccupation pour les enfants battus, rejetés, les enfants pauvres, les enfants itinérants, nos jeunes délinquants. Tous ces enfants différents qui nous indiffèrent. Qui a parlé de manque de ressources? Du monopole de la DPJ, de l'absence d'un chien de garde qui sache encore aboyer et, si nécessaire, mordre?

Qui les regarde encore? Et cherche à comprendre leur langage pourtant si éloquent? Sommes-nous vraiment satisfaits comme citoyens de les voir attachés à la queue leu leu sur les trottoirs, en attente de stimulation et d'émerveillement?

Un peuple qui ne se soucie pas de ses enfants est un pauvre peuple en désespérance. Qu'importe les promesses des pères Noël jocalistes. Ce ne sera jamais un peuple de grandeur et d'espérance constitué d'adultes eux-mêmes appauvris par une enfance insécurisante inexorablement en quête de sens, d'être, d'humanité, de vérité, de liberté, de justice.

Et ces pères Noël pensent ainsi continuer à nous leurrer par leurs grossières promesses, leurs histoires à dormir debout!

Et pourtant, nous savons bien que le père Noël ça n'existe pas!

Andrée Ruffo
Le 18 août 2012

L'épouvantail des référendums

Lettre postdébat à Jean Charest
Le débat de dimanche a confirmé votre peur malade (ou simulée) des référendums. Vous brandissez le mot comme un épouvantail et la chose comme une dépense inutile.

Pourtant, faire un référendum, c'est non seulement tâter le pouls de la population, mais encore donner une légitimité réelle aux actions d'un gouvernement. On appelle ça, ne vous en déplaise, la démocratie directe.

De nombreux pays tiennent des référendums à répétition sur les questions les plus diverses, et les coûts qu'ils entraînent sont amplement compensés par l'aura démocratique que leur tenue confère aux décisions qui s'ensuivent.

S'il y a une chose que vous craignez plus que la volonté et le pouvoir des étudiants

(au point où vous vous réfugiez au sommet des édifices pour dévoiler vos promesses), c'est bien la volonté et le pouvoir du peuple. Il ne faudrait surtout pas le consulter, le peuple, plus d'une fois tous les cinq ans: il risquerait de vous mettre des bâtons dans les roues.

Quand on est un parti d'intérêts, on a davantage à se complaire dans les règles du bon vieux parlementarisme britannique qui, depuis 1867, a tant procuré de victoires à votre parti.

Ce mépris des opinions du peuple et cette crainte de son jugement expliqueront en grande partie pourquoi les Québécois vous diront «non» le 4 septembre.

Jean-François Vallée
Saint-Philippe-de-Néri, le 20 août 2012

Contribution santé et campagne électorale

L'abolition de la contribution santé de 200\$ devient une promesse électorale de tous les partis d'opposition qui aspirent à prendre le pouvoir. Malheureusement, au lieu de nous offrir une solution de recharge modérée et pratique, le PQ et la CAQ tombent dans la facilité. Le PQ propose d'augmenter de 48% à 55%, le taux marginal d'imposition des Québécois, qui est déjà le plus élevé en Amérique du Nord. Quant à la CAQ, elle promet un grand ménage dans les organismes de l'État. Les partisans des préjugés de gauche — les riches ne paient pas assez d'impôt — et de droite — il y a beaucoup d'inefficacité dans l'administration publique — sont bien nourris, mais les pragmatiques du centre comme moi restent sur leur appétit.

Pourtant, ces partis auraient pu s'inspirer de la mécanique de la contribution santé de l'Ontario et nous proposer une solution intéressante. En effet, en Ontario, la contribution santé s'applique à partir d'un seuil de revenus de 20 000\$ contre 14 000\$ au Québec. Il y a 30 paliers jusqu'à 200 000\$ de revenus, et la contribution est prélevée directement sur le salaire afin d'éviter une surprise à la fin de l'année. Devant les positions extrêmes des partis, je comprends que plusieurs électeurs se déclarent encore indécis; c'est mon cas.

Marie-Claude Boivin
Montréal, le 19 août 2012

Le grand absent

Nous sommes le 19 août 2012, il est 19 h 40. À RDI, dans l'émission d'avant-débat, j'entends une publicité qui annonce que nous assisterons dans quelques minutes à un débat unique où «toutes les tendances politiques sont représentées».

Quelle farce! Il est faux de publiciser une telle affirmation sur notre télévision d'État puisque l'on sait pertinemment que le seul parti qui prône clairement la voie de l'indépendance du Québec, à savoir Option nationale, ne sera pas représenté à ce débat ni aux autres qui suivront.

19 h 55... La température est splendide... Je décide d'aller prendre une marche pour m'emplir les poumons de l'air frais qui envahit l'atmosphère du Québec au moment où les ondes télévisuelles pollueront le paysage politique

dans le smog des vieilles ritournelles électoralistes habituelles!

Henri Marineau
Québec, le 20 août 2012

Le crucifix, l'étoile de David et le croissant

À la suite du tapage médiatique créé par la remise en question du crucifix à l'Assemblée nationale, il est peut-être temps, en tant que Québécois de souche, c'est-à-dire descendants des premiers Canadiens, d'entrer dans le XXI^e siècle sans pour autant renier nos origines. À l'instar des cimetières militaires — et du programme du fameux cours secondaire Éthique et culture religieuse —, nous pourrions faire cohabiter les trois grandes religions monothéistes en leurs symboles.

Décrocher le crucifix est un geste qui laisserait des stigmates non souhaitables. Le laisser accroché seul au mur exclut les nouveaux arrivants qui forment eux aussi le tissu de notre société. Placer ensemble crucifix, étoile et croissant, acte audacieux, pourrait devenir l'intermédiaire juste entre la totale neutralité religieuse ou le monopole chrétien. De plus, ces trois symboles réunis seraient la représentation d'une avancée commune; le Québec passerait alors à autre chose de mieux.

Robert Vien
Gatineau, le 18 août 2012

Gil Courtemanche, déjà un an

Comment décrire cet homme? Écrivain, auteur, journaliste, chroniqueur... Un homme opiniâtre, objectif et qui nous rappelait sans cesse la signification du mot justice. Il ne craignait pas d'utiliser le bon mot pour décrire l'événement.

Combien de fois ai-je croisé Gil Courtemanche sans jamais oser lui exprimer mon admiration? J'ai si souvent voulu lui parler pour le remercier de nous faire partager ses connaissances et réflexions sur les mille et un sujets d'actualité dans ses chroniques, surtout celles sur la politique tant au niveau national qu'international que nous connaissons trop peu. Il était un des rares à donner un point de vue objectif ou du moins à essayer du mieux qu'il le pouvait, afin de nous livrer une chronique qui nous faisait réfléchir. Il ne prétendait pas avoir la science infuse!

Je ne mentionne même pas son art: auteur, écrivain. Difficile de décrire son style!

Simple et complexe à la fois! Commencer la lecture engendrait une incapacité à la cesser tellement il nous communiquait ses joies, ses peines, ses impuissances. Je le lisais, et c'était toujours le même sentiment, j'avais l'impression d'y être! Une grande perte pour la littérature!

Aujourd'hui, chaque fois que je prends *Le Devoir*, mon premier réflexe est de commencer ma lecture par le cahier Perspectives, et ma première pensée va à Gil Courtemanche.

Je pense à ses chroniques en me disant qu'il n'y en aura plus; cependant le souvenir demeure! Un homme d'exception.

Sonia Duguay
Québec, le 18 août 2012

IDÉES



Les gens sont las du débat des chefs, qui s'apparente à un match de lutte.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

DÉBAT DES CHEFS

Stérile affrontement

PIER-ANDRÉ DOYON

Étudiant en philosophie et littérature à l'Université Laval

Nos politiciens, en période électorale, se gargarisent avec le mot changement. On l'entend partout sans trop savoir sa signification, et, surtout, si ce changement sera positif. Lors du débat des chefs de dimanche soir, Françoise David est celle qui a incarné effectivement le changement. Plutôt que de tomber dans le traditionnel combat de coqs auxquels nos trois politiciens de carrière étaient habitués, Madame David nous a proposé une nouvelle approche, celle qui devrait pourtant être la plus naturelle dans une société civilisée et celle qui est, sans l'ombre d'un doute, la plus efficace et respectueuse de l'électorat.

Pendant que les autres candidats se surveillaient pour voir où ils pouvaient faire le prochain croc-en-jambe à un adversaire, Françoise David écoutait. Elle posait des questions, écoutait les réponses et accordait même des points à ses collègues. N'est-ce pas là la manière la plus appropriée pour réellement bâtir quelque chose? La coopération?

M^{me} David a d'ailleurs utilisé l'approche mise en œuvre par Québec solidaire dans les cercles citoyens. Elle n'agit donc pas seule, mais représente le mode de fonctionnement de son parti,

qui est foncièrement différent de ce qui est offert dans le reste des partis traditionnels. Elle représente, tout comme son poste de porte-parole plutôt que de chef, un changement véritable et radical de la manière de faire de la politique.

Qu'on soit d'un avis ou d'un autre, bâtir le Québec se fera à plusieurs, et si les députés en chambre s'écoutaient plutôt que de se démolir, nous serions peut-être bien plus loin que nous le sommes aujourd'hui. Les gens sont las du débat des chefs, qui s'apparente à un match de lutte.

Pourquoi tolérons-nous chez nos chefs ce que nous ne tolérerions nulle part ailleurs? En effet, imaginez pour un instant un remue-ménages de compagnie, ou encore, un collectif artistique qui échangerait sur les modalités d'un débat des chefs ou d'une session parlementaire. La dispute ferait tourner en rond les échanges et, bientôt, le projet serait abandonné. De plus en plus, dans les cours de philosophie pour les enfants, on apprend à nos jeunes à s'écouter, à comprendre les arguments des autres et à déceler les sophismes et erreurs de logique qu'ils pourraient commettre. Pas pour les remettre au nez des collègues, mais bien pour faire avancer. Un jour, nos jeunes seront plus aptes à diriger que nos politiciens, j'en tire beaucoup de réconfort.

Pas un concours de popularité

L'affrontement est stérile. J'aurais espéré d'un débat des chefs des politiciens qui exposent leurs solutions à des problèmes selon leur plateforme. Une discussion autour des solu-

tions plutôt qu'une lutte à propos d'un pourcentage, d'une contradiction dans la vie d'un candidat ou d'un salissage.

On a soif de politique autrement, ce qui ne se passe pas tant dans les projets que dans la manière de la faire. La démocratie, ce n'est pas cette bouillie perfide qu'on nous sert au Québec. Ce n'est pas un concours de popularité, où le grand chef est choisi comme on choisit le grand gagnant d'un festival de *lucha libre*. La démocratie, c'est le pouvoir au peuple.

Dans le cas d'une démocratie représentative, il s'agit d'un peuple qui choisit des représentants selon leurs idées. Ces idées sont, au possible, tirées d'une volonté exprimée par ce peuple. Le débat des chefs devrait mettre en jeu des idées plutôt que des personnalités, et c'est ce que Françoise David a essayé de faire et qu'elle aurait pu bien mieux faire si ses adversaires n'avaient pas été si occupés à se taper dessus et à l'ignorer, elle qui les désarçonnait en sortant du mode de débat traditionnel.

Cette manière de faire de la politique, la manière qui accueille plutôt que de piéger, est enthousiasmante. On la voit dans les plus petits partis qui ont la chance de ne pas s'être fait prendre par l'*establishment* et les réflexes électoraux. C'est une manière de faire qui accueille le peuple dans l'ensemble de ses décisions plutôt que de le prendre pour un jury de concours. C'est une manière qui n'a pas peur d'aborder des sujets plus sensibles, comme l'éducation. Rappelons-nous que l'enjeu a été amené par madame David. M. Charest s'est empressé de lever le

bouclier de l'intimidation et de la violence; M. Legault et M^{me} Marois, visiblement mal à l'aise à l'idée de perdre des électeurs divisés sur la question, sont restés muets.

Le débat de fond sur cette question — et sur tant d'autres — n'a donc pas pu avoir lieu. Dans la nouvelle politique, il faudra aborder tous les sujets, et non seulement ceux qui nous font gagner des votes. Plutôt que de s'adresser à l'affectif du peuple, la nouvelle politique proposée par les nouveaux partis s'adresse à son intelligence et lui demande de faire sa part pour nous aider à pousser une idée qui pourrait faire grandir le Québec.

Cette manière de faire, c'est la manière d'expliquer pourquoi on croit que notre idée est bonne plutôt que d'expliquer pourquoi l'idée de notre adversaire est moins bonne que la nôtre. Je la vois dans mon implication à Option nationale et je la vois chez mes amis militants à Québec solidaire. Les militants de ces deux partis sont fiers de leurs programmes et non pas seulement de la personnalité de leurs chefs.

Ils cherchent aussi de nouveaux moyens de rejoindre l'électorat, pas pour les convaincre d'un vote, mais pour leur exposer un projet et son bien-fondé. Nous l'avons vu dimanche avec la campagne de déploiement ONdébat sur Twitter et les capsules vidéo des candidats d'Option nationale. Cette manière d'agir est beaucoup plus respectueuse des électeurs, mais aussi plus lucrative pour les partis, qui ne gagnent pas seulement des votes, mais bien souvent des militants. [...]

Laïcité à géométrie variable

RACHIDA AZDOUZ

Psychologue spécialiste en relations interculturelles à l'Université de Montréal

Le débat sur la laïcité au Québec a longtemps opposé les laïques et les religieux.

Depuis la commission Bouchard-Taylor, il oppose malheureusement les laïcs entre eux: les tenants de la laïcité dite ouverte et ceux d'une laïcité dite sans adjectifs.

Parmi les tenants de la laïcité ouverte, on retrouve plusieurs tendances: ceux qui considèrent que l'ouverture devrait se limiter à ne pas verser dans une laïcité revancharde et antireligieuse (je suis de ceux-là) et ceux qui font le pari de tolérer les symboles religieux dans les institutions publiques.

Cette deuxième option est selon moi peu compatible avec l'esprit même de la laïcité, qui veut que la neutralité religieuse de l'État et de ses représentants soit garante du respect de la liberté de conscience des individus. Ce qui suppose neutralité et apparence de neutralité des agents de l'État, quels que soient la fonction occupée et le degré d'exposition au public.

On pourrait bien entendu se livrer à un travail de moine: examiner un à un tous les postes existants dans la fonction publique et déterminer lequel requiert une neutralité absolue et lequel pourrait afficher un signe religieux.

L'article 20 de la Charte des droits et libertés du Québec obéit déjà à cette logique: il faut démontrer que la discrimination (par exemple, l'interdiction de porter un symbole religieux) est justifiée par les exigences et qualités requises pour l'emploi.

On pourrait aussi adopter une solution à la française: considérer les agents de l'État comme un bloc indissociable et trancher en faveur d'une neutralité catégorique.

Du côté des défenseurs de la laïcité sans adjectifs, il y a ceux qui craignent que l'ouverture à l'expression du religieux dans les institutions publiques ne soit une brèche dans laquelle s'engouffrent les intégristes de tous acabit (pour les mêmes raisons, je me définis aussi comme une tenante de laïcité sans adjectifs).

Et il y a les autres, ceux que je qualifie de défenseurs d'une laïcité à géométrie variable: «sans adjectifs» quand il s'agit des autres et «sans complexes» quand il s'agit de nous; qui se réclame de l'héritage judéo-chrétien quand cela fait son affaire et qui revendique la neutralité de l'État comme acquis non négociable de la Révolution tranquille quand cela fait son affaire.

Une laïcité qui convoque et révoque le religieux au gré des circonstances et à la tête du client, qui place le crucifix à l'Assemblée nationale sur le même pied que le sapin de Noël ou la croix du Mont-Royal, qui brouille davantage des frontières déjà floues entre le patrimonial et le religieux pour mieux justifier l'arbitraire de ses préférences et de ses détestations, qui détourne la laïcité de son sens et de sa finalité (comme le font d'ailleurs aussi certains défenseurs de la laïcité ouverte).

Meilleur encadrement

Un instrument comme une charte de la laïcité ne réglerait pas le problème de l'intégrisme religieux, et ce n'est d'ailleurs pas son rôle.

Il aura toutefois le mérite de mieux encadrer la gestion du religieux dans les institutions pu-

bliques, ne serait-ce qu'en réaffirmant ce qu'est la laïcité (et ce qu'elle n'est pas), en rappelant qu'il existe déjà des repères fournis par le droit (les chartes et la jurisprudence), et en y intégrant les balises proposées par le législateur.

Mais le vrai malaise est ailleurs. La question identitaire ressurgit là et quand la politique partisane est en panne de réponses économiques et sociales.

Il n'y a qu'à voir comment le printemps arabe a été confisqué par ceux qui prétendent puiser dans le «retour aux sources et aux valeurs authentiques» des solutions à la pauvreté et à la corruption endémique.

Chez nous, à l'heure où les partis politiques rivalisent de petites mesures à la petite semaine et de candidats «tout le monde en parle» pour masquer leur manque de vision, une certaine modération identitaire s'impose.

Une noblesse à retrouver

Le parti qui parviendra à redonner ses lettres de noblesse à la laïcité réussira à fédérer les religieux modérés comme les agnostiques et les athées. Quant aux radicaux, ils ne comprennent que le langage des tribunaux.

Une laïcité sans complaisance mais sans hargne, qui respecte le fait religieux, mais qui sait aussi le tenir en respect quand il s'agit de l'État et de ses institutions, une laïcité qui affiche honnêtement ses mobiles plutôt que de distiller sournoisement ses alibis.

Un mobile honnête? Vivre ensemble en contexte de diversité suppose que chacun fasse un effort de modération identitaire.

La modération identitaire ne signifie pas que l'on «s'excuse d'exister» ou que l'on «s'aplatisse devant les autres» mais que l'on soit

cohérent, ne serait-ce qu'avec notre propre histoire: parachever le processus de sécularisation amorcé avec la Révolution tranquille.

Est-ce là une concession intolérable au multiculturalisme canadien ou au contraire une affirmation de notre spécificité laïque dans un Canada dont la constitution énonce encore «la suprématie de Dieu?»

Cet acte d'affranchissement suppose, entre autres, que le fonctionnaire, dans l'exercice de ses fonctions, accepte de mettre sa liberté de conscience en sourdine, que les statuts, les sapes et le calendrier des jours fériés ne soient pas contestés au nom d'une conception aseptisée et politiquement correcte du pluralisme, mais où l'Assemblée nationale accepte de décrocher un crucifix qui détonne dans l'espace politique.

Et vogue la surenchère!

Sans modération identitaire, c'est la porte ouverte à la surenchère et à la concurrence identitaires, une spirale infernale dans laquelle les accusations de xénophobie font écho aux accusations de victimisation, les minorités ethniques et religieuses se lancent dans une hiérarchisation sans fondement (mon groupe est plus intègre et plus soluble dans la démocratie que le tien) quand ce ne sont pas les politiciens eux-mêmes qui versent dans la «préférence asiatique» (de bien meilleurs immigrants que les Arabes et de bien meilleurs travailleurs que les Québécois de souche, comme nous l'avons entendu récemment).

La concurrence identitaire... Une roue de fortune que les intégristes et les intolérants en tous genres, les fous de Dieu comme les xénophobes, savent si bien faire tourner à leur avantage.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé). INFORMATION POLITIQUE : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters), information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérard Dallaire (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Karl Retimo-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bérubé (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Desjard, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

discriminatoire le projet de loi sur la Citoyenneté que Pauline Marois compte faire adopter, lequel rendrait inéligible un candidat qui ne parlerait pas français. Il s'agit au sens du chef libéral d'une manière de « mater » les citoyens.

Pauline Marois a défendu son projet d'adopter une charte de la laïcité, reprochant à son adversaire d'avoir « laissé traîner » la question. De son côté, M. Charest a promis de reprendre le projet de loi 94 sur les services de l'État à visage découvert.

Dans le volet de l'ébat sur la gouvernance, Jean Charest est apparu agressif, martelant à plusieurs reprises que les accusations du Parti québécois n'étaient qu'« insinuations » et « salissage ». Comme il l'avait fait la veille, il a déterré le rapport Moisan de 2006, la seule fois où un cas de financement illégal d'un parti politique a été prouvé, a-t-il soutenu.

« Ce n'est pas vous qui allez me donner des leçons d'intégrité », a réagi M^{me} Marois en rappelant certains dossiers ayant embarrassé le gouvernement libéral dans les dernières années : déjeuner d'un ministre avec un membre de la mafia (Line Beauchamp), octroi de permis de garderies à des financiers du Parti libéral (Tony Tomassi), contrats d'asphalte à une compagnie appartenant au minis-

tre David Whissell (rapport du vérificateur général)... « Ce serait pour moi tolérance zéro », a dit M^{me} Marois.

Or, Jean Charest n'a rien concédé : tout n'est qu'allégations, a-t-il dit. Et il a relancé la bataille en tentant de mettre M^{me} Marois dans l'embarras concernant le financement de sa course au leadership en 2005 (2500\$ versés par une adolescente), ou en rappelant le rapport Marton (qui soulignait les liens entre le PQ et Tony Accurso : un contrat de 110 millions accordé à M. Accurso et son associé collecteur de fonds du PQ pour la construction de 12 centres hospitaliers de soins de longue durée).

« Ça, ça a été prouvé, a dit M. Charest. Je n'accepterai jamais, comme premier ministre, que vous mettiez en doute mon intégrité et celle de mon gouvernement. [...] Votre campagne de salissage a fait mal à toute la classe politique ».

« C'est pour ça que deux ministres ont démissionné », a rétorqué M^{me} Marois en parlant de M. Whissell et de M. Tomassi.

Divergence sur la crise étudiante

Dans le bloc sur les politiques sociales, la santé et la crise ont accaparé les échanges. Les deux chefs ont défendu avec énergie des positions diamétralement opposées.

Jean Charest a répété son message : Pauline Marois, c'est la rue. « Vous avez manqué à vos responsabilités, vous avez abdicqué », a accusé le chef

libéral. « Vous avez accepté l'intimidation et la violence. Comme premier ministre, je dois me tenir debout. » Il a répété que les étudiants qui refusent le boycottage ont un « droit fondamental » d'assister à leurs cours.

Pour Pauline Marois, le chef libéral a divisé les Québécois alors que c'est le rôle d'un premier ministre de les rassembler. Les étudiants ont exprimé « une opposition raisonnable » à la hausse des droits de scolarité. « Moi, j'ai choisi le dialogue. Vous avez affronté notre jeunesse, vous les avez laissés dans la rue », a-t-elle dénoncé. « J'ai une admiration incroyable envers ces jeunes », a-t-elle dit.

En matière de santé, Jean Charest a défendu son bilan, soulignant que les délais d'attente pour les chirurgies avaient considérablement diminué.

L'animateur a dû rappeler à l'ordre le chef libéral pour qu'il parle du véritable problème : l'engorgement des urgences. « Vous n'êtes jamais responsable de rien », a lancé, sur un ton excédé, Pauline Marois. Elle a insisté sur l'importance de déployer des services à domicile pour les personnes âgées pour les garder le plus possible à la maison. « Il n'y a pas de recette magique », a-t-elle dit, une référence aux positions défendues par François Legault.

Guerre de chiffres

Interrogés sur leur intention respective de faire augmenter les impôts dans un prochain mandat,

les deux chefs ont affirmé que ce n'était pas dans leur intention, mais se sont tous deux fait reprocher le contraire par leur adversaire.

« Vous avez augmenté les taxes et impôts de 6 milliards pendant votre dernier mandat, vous vous préparez à augmenter les tarifs d'Hydro-Québec et vous dites que vous ne voulez pas augmenter les impôts! », s'est insurgée Pauline Marois. Jean Charest l'a alors accusée de faire du « racolage politique », car ces augmentations de tarifs sont connues depuis deux ans.

Pauline Marois a répété qu'elle voulait annuler la « taxe de santé injuste ». Jean Charest s'est pour sa part vanté d'avoir réduit la pauvreté, « un des beaux succès de votre gouvernement ».

Les deux chefs de parti se sont lancés dans un long débat cacophonique sur qui avait fait pire en matière de dette.

Interrogée sur le Plan Nord, Pauline Marois a soutenu qu'elle allait « respecter les engagements pris », mais qu'elle allait ajouter des obligations pour ne pas laisser « quelques minières s'enrichir sur le dos des Québécois ». Pour Jean Charest, cette proposition est « une bonne formule pour faire perdre des emplois ».

Le deuxième face-à-face, mardi soir, mettra aux prises François Legault et Jean Charest.

Avec la collaboration de Jessica Nadeau
Le Devoir

JODICE

SUITE DE LA PAGE 1

ambiguïté, en misant sur les contrastes forts.

« Le plus important, c'est de rendre mes images intemporelles, métaphysiques, surréelles », explique celui qui prend soin d'éliminer tout élément rattachant ses photos à une époque — publicités, voitures, etc. Il capte les icônes urbaines en tentant de leur rendre leur essence — ou leur silence? — cachée derrière tant de représentations successives.

Au fil de sa longue carrière, il a ainsi immortalisé Paris, New York, Moscou, Tokyo, Sao Paulo, Rome et surtout Naples, sa ville natale bien aimée. L'exposition du musée McCord (du 11 octobre au 3 mars) regroupera une cinquantaine de tirages essentiellement citadins, dont une dizaine de photos originales de Montréal, qu'il redécouvre 20 ans après sa première visite.

« Ce qui est le plus remarquable ici, c'est le mélange, la cohabitation entre l'architecture moderne, les gratte-ciel et les petites maisons anciennes », confie-t-il.

Parcours-fleuve

Mais les villes ne forment qu'une mince part de son porte-folio. Mimmo Jodice cumule plusieurs vies en tant que photographe. Né en 1934, il croque des portraits autant que des paysages méditerranéens, et surtout, il redonne vie aux vestiges antiques qui l'entourent. Il a connu l'époque fertile du surréalisme et du postmodernisme, côtoyant l'avant-garde internationale — Andy Warhol, Josef Beuys. Autodidacte, il s'est d'abord adonné à la peinture et à la sculpture, et tient à ce biais.

« Mes références sont moins liées à la photographie qu'à la peinture », dit-il. Sa production expérimentale des débuts, marquée par de longues heures en chambre noire, deviendra plus socialement engagée dans les années 70. Il tourne alors sa caméra vers la rue et les franges marginales de la population. L'art, l'archéologie et l'architecture retiennent davantage son attention dans la décennie suivante. C'est là qu'il cultivera l'approche plus épurée et silencieuse, qui fait aujourd'hui sa marque.

« La pire chose qu'on puisse me dire, c'est que mes photos sont belles », dit-il pourtant. Et on lui a déjà servi l'insulte, surtout quand il sort des thèmes de sa Méditerranée natale, comme s'il cédaient alors à une approche plus lisse de ses sujets. Reste que sa pratique essentiellement consacrée à l'argentique repose sur une grande rigueur, la patience des multiples essais et l'attente de la juste lumière. Il reproche souvent aux images numériques leur « manque de force », dû à la facilité de les modifier après coup.

Habitué au généreux soleil méditerranéen, Mimmo Jodice rouspète d'ailleurs contre le printemps gris qui baliait le Québec lors de son passage, et retarde la prise de photos. Car sans lumière, toute photo tombe à plat. « La lumière, c'est tout. »

Le Devoir

Voir aussi D'autres photos réalisées à Montréal par Mimmo Jodice. ledevoir.com

Mimmo Jodice en cinq dates

1934: Naissance à Naples.

1973-1974: Son travail de photographe-anthropologue retient l'attention notamment avec les albums *Il ventre del colera* et *Chi e devoto, Feste popolari in Campania* en 1974.

1980-1990: Il s'intéresse à l'architecture des villes et au mythe méditerranéen.

2010: Rétrospective à la Maison européenne de la photographie à Paris.

2011: Exposition au Musée du Louvre.



Mimmo Jodice, Montréal. Cathédrale Marie-Reine-du-Monde, 2012. Avec l'autorisation de la galerie Karsten Greve à Cologne et à Paris.



Mimmo Jodice, Montréal. Édifice Standard Life, 2012. Avec l'autorisation de la galerie Karsten Greve à Cologne et à Paris.

COUPLE

SUITE DE LA PAGE 1

style chat de ruelle convient mieux à M. Charest qu'à son adversaire péquiste. Il a réalisé une bien meilleure performance qu'en 2008. Le contexte était cependant très différent. A deux semaines des élections, le PLQ menait par 12 points dans les sondages, de sorte que M. Charest ne sentait pas l'obligation d'en mettre plein la vue. Cette fois-ci, il se battait pour rester en vie.

L'impact de ce face-à-face risque toutefois d'être faible. M. Charest a très peu de chances d'arracher des électeurs au PQ, et les péquistes tentés de voter libéral sont très rares. Les face-à-face Charest-Legault et Marois-Legault des prochains jours pourraient avoir plus de conséquences.

mdavid@ledevoir.com

Équiterre réplique à Amir Khadir

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Équiterre n'est pas restée muette lundi devant les critiques sévères adressées la veille par le coporte-parole de Québec solidaire Amir Khadir.

Le député de Mercier a accusé dimanche Équiterre ainsi que le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) de refuser de se prononcer dans la campagne électorale.

« On est outrés, on est vraiment choqués d'apprendre qu'Équiterre et le RNCREQ se sont refusés [à comparer publiquement les programmes politiques] », avait-il déclaré dimanche en marge d'un rassemblement de quelques dizaines de solidaires à Saint-Denis-sur-Richelieu. A ses yeux, les deux organisations « ne voulaient pas indisposer les partis dominants » de crainte de se voir éventuellement « couper les vivres ».

Équiterre s'est dite lundi « surprise » des propos tenus la veille par M. Khadir, arguant que la coalition a « pris position » notamment sur le gaz de schiste, l'exploitation de l'amiante et le Plan Nord, « contrairement à ce que M. Khadir a prétendu ».

Une coalition de huit groupes écologistes — dont font partie Équiterre et le RNCREQ — a fait connaître il y a une semaine une « plateforme environnementale commune pour une prospérité durable », mais s'est refusée à établir sur-le-champ le palmarès des partis politiques en matière d'environnement.

« Depuis toujours, Équiterre est une organisation environnementale qui se veut, par choix, non partisane. Cela n'empêche en rien que nous nous faisons un devoir de prendre part au débat à chacune des élections », a affirmé le coordonnateur général d'Équiterre, Sidney Ribaux, par voie de communiqué.

L'organisation sans but lucratif divulguera cette semaine une « analyse » des plateformes électorales des partis. « Nous nous sommes aussi donné comme objectif de [...] commenter et d'analyser les plateformes électorales de chacun des partis en matière environnementale, comme nous le faisons à chacune des élections, et ce, en toute objectivité », a-t-il ajouté, tout en faisant remarquer qu'Équiterre s'appuie peu sur les derniers publics, étant financé « principalement » par ses 8000 membres individuels.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h 30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390